

Marché roi ou écologie

Le Monde 17 novembre 2007

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) vient de rendre un rapport baptisé "[GEO 4](#)", résultat du travail de 1 400 scientifiques et experts. Il y dresse un tableau alarmant de la situation écologique de la planète et étudie quatre scénarios, du "tout-libéral" à la "solution écologique", sur son évolution d'ici à 2050.

La destruction systématique des ressources naturelles de la Terre a atteint un point où la viabilité des économies est en danger, et où la facture que nous laisserons à nos enfants pourrait être impossible à régler : le constat est posé par Achim Steiner, directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Présentant le rapport "GEO 4 - Avenir de l'environnement mondial", le 25 octobre à New York, il a souligné la vigueur du lien entre système économique et dégradation de l'environnement. "GEO 4", résultat du travail de 1 400 scientifiques et experts, dresse un tableau alarmant de la situation écologique de la planète, mais souligne aussi combien son évolution dépend du choix des politiques économiques.

Vingt ans après le Rapport Brundtland qui, en 1987, avait inventé le concept de développement durable, la majorité des indicateurs sont au rouge : climat (les concentrations de gaz carbonique dans l'atmosphère ont augmenté d'un tiers depuis vingt ans), biodiversité (les populations d'amphibiens ont été divisées par deux dans le même laps de temps), pollutions (celle de l'air est responsable de 500 000 morts par an, selon l'Organisation mondiale de la santé, l'OMS), artificialisation des sols (un étalement urbain "*anarchique*" en Amérique du Nord), etc.

Le PNUE observe que la crise écologique s'articule à la crise sociale. Le contraste est marqué entre la pression écologique intense que subit la biosphère et l'expansion économique qui a fait passer le produit annuel par être humain de 6 000 dollars à 8 000 dollars entre 1987 et 2007. Mais de façon très inégale, insiste le rapport : "*Les injustices environnementales continuent à augmenter, affectant surtout les pauvres (qui sont beaucoup plus touchés par les dangers naturels), les femmes et les peuples indigènes.*" L'environnement reflète ces inégalités : "*Certaines régions développées ont accompli des progrès environnementaux aux dépens d'autres régions en y exportant la production et ses impacts.*"

Les valeurs culturelles propres au système économique dominant ont aussi un effet majeur. Ainsi, "*un modèle de développement "du Nord"* prévaut toujours avec, par exemple, un développement urbain basé sur la dépendance envers la voiture". Le PNUE va plus loin en présentant des scénarios imaginant les évolutions d'ici à 2050, selon différentes politiques. Ce travail de scénarisation a été élaboré par plusieurs groupes d'experts internationaux, en se fondant sur les modèles de prospective existant dans plusieurs institutions. Il définit quatre scénarios.

Pour chacun, un but est privilégié :

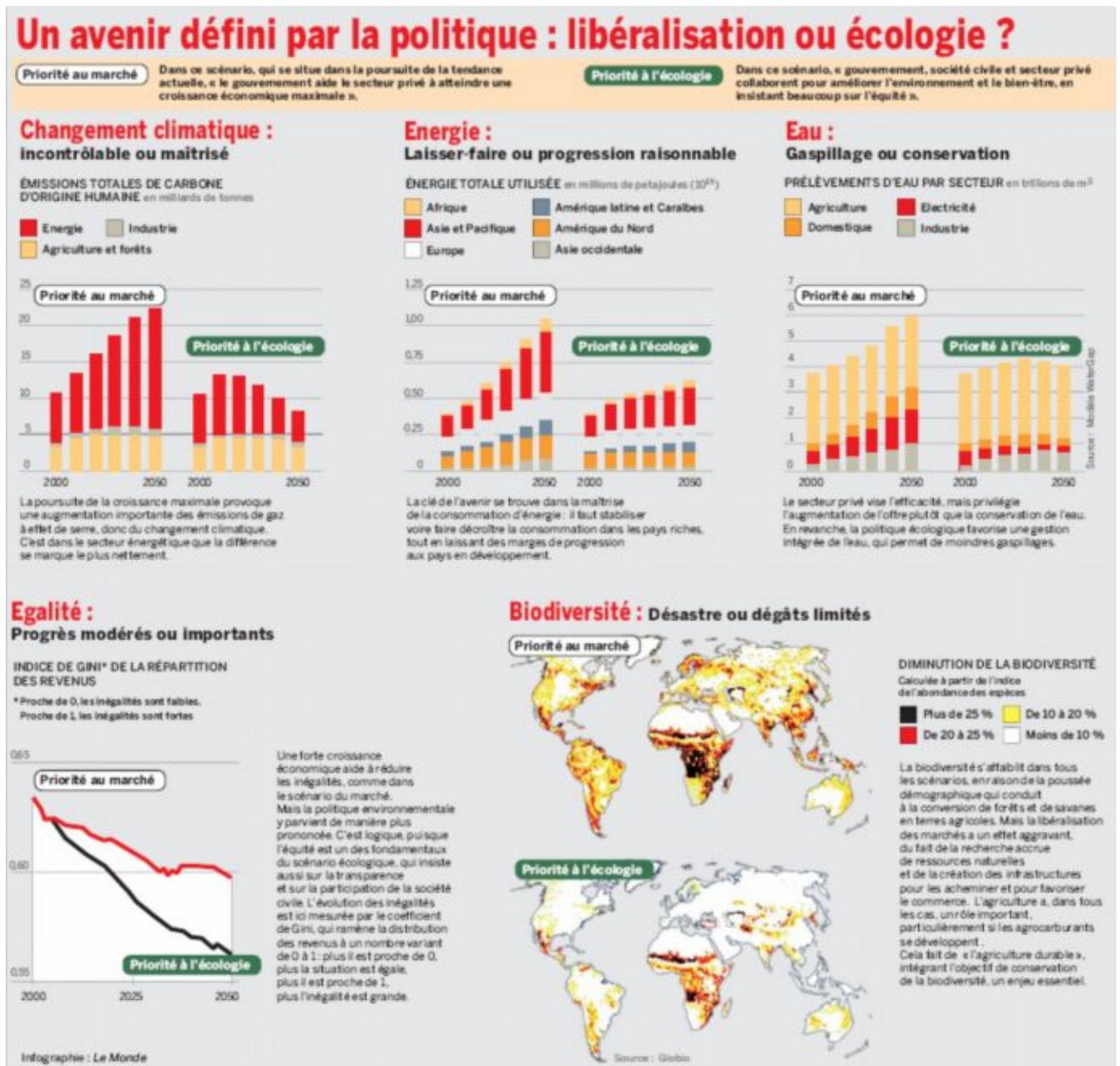
- Marché d'abord : "*Le gouvernement aide le secteur privé à atteindre une croissance économique maximale.*"
- Politique d'abord : "*Le gouvernement met en place des politiques fortes afin d'atteindre l'objectif tout en accordant toujours beaucoup d'importance au développement économique.*"
- Sécurité d'abord : l'accent est mis "*sur la recherche de la sécurité, qui l'emporte sur d'autres valeurs, et place des limites croissantes sur la façon dont les gens vivent.*"
- Ecologie d'abord : cela "*implique la collaboration entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé pour améliorer l'environnement et le bien-être de tous.*"

Sans surprise, le "scénario écologique" atteint le mieux l'objectif d'amoinrir l'ampleur de la crise écologique. Il suppose que la démographie évolue selon le bas de la fourchette prévue par l'ONU, soit 8 milliards d'habitants en 2050. Le taux de croissance annuel de l'économie mondiale est modéré, mais loin d'être nul, puisqu'il conduit à un triplement du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Le "scénario marché" poursuit la logique dominante des années 1990 : on y suppose que la population atteindra 9 milliards d'individus en 2050 et que la croissance multipliera par cinq le PIB mondial. Il aboutit à une situation écologique très dégradée en 2050, comme le "scénario sécurité" - qui induit quant à lui des "*conflits permanents*" à travers la planète. "*Dans le scénario marché d'abord, l'environnement et la société évoluent le plus rapidement vers - voire au-delà - des points de basculement où des changements soudains et irréversibles pourraient survenir.*"

La poursuite de la libéralisation apparaît ainsi comme le scénario le plus risqué. Les experts rappellent que la logique écologique est incompatible avec la recherche illimitée de la croissance économique : "*La perte de la biodiversité et le changement climatique ont des conséquences irréversibles, que la croissance des revenus ne peut résoudre.*"

L'analyse du PNUE ne devrait pas changer, à court terme, le sens des politiques économiques, qui restent focalisées sur la libéralisation et la croissance. Mais, venant à l'appui du diagnostic pessimiste du GIEC sur le climat, et quelques jours avant que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) souligne les effets du changement climatique sur les pays les plus pauvres, il témoigne que la communauté environnementaliste entend dorénavant peser sur les choix économiques engageant l'avenir.



Changement climatique : le GIEC confirme l'ampleur du risque prévisible Le Monde 17 novembre 2007

Dans la foulée de la parution du rapport "GEO 4" du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), un document décisif sur le changement climatique devait être publié, samedi 17 novembre, en présence de Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies. Depuis une semaine à Valence, en Espagne, quelque 400 délégués du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) examinent ligne à ligne un "Résumé à l'intention des décideurs" d'une vingtaine de feuillets à partir des trois volumes du rapport de près de 3000 pages qu'ils ont finalisé en 2007. Ce bref résumé du quatrième rapport du GIEC revêt une importance particulière.

D'abord, il sera, pour les cinq prochaines années, le document de référence sur le changement climatique à l'usage des gouvernements et des institutions internationales. Ensuite et surtout, il est rendu public quelques jours avant l'ouverture, lundi 3 décembre à Bali (Indonésie), de la conférence qui doit lancer les négociations en vue d'un accord remplaçant le protocole de Kyoto, qui expire en 2012.

Au-delà des tournures de phrases, du choix des mots, de l'effet-filtre du document, les principales informations qui seront divulguées par ce " Résumé " sont connues. Egrenées ces derniers mois, les principales conclusions recourent trois axes de travail : état des connaissances sur le changement climatique et sur ses causes ; impact sur les sociétés et sur l'environnement ; moyens à mettre en oeuvre pour limiter ou contrecarrer le phénomène.

TROP PRUDENT

Le GIEC réaffirme que le réchauffement du système climatique est sans équivoque. Onze des douze dernières années (1995-2006) figurent parmi les douze années les plus chaudes enregistrées depuis les premières mesures instrumentales, au début du XXe siècle. Cette tendance est cohérente avec d'autres observations, en particulier le recul des glaciers, la réduction de la banquise et l'augmentation du niveau des mers. Quant aux prévisions pour 2100, elles sont également rappelées dans le document : augmentation de la température moyenne terrestre comprise entre 1,1 °C et 6,4 °C, et élévation du niveau des océans (entre 18 cm et 59 cm).

Régulièrement décrié par de rares " climato-sceptiques " - qui sont désormais aux sciences du climat ce que les créationnistes sont à la biologie -, le travail du GIEC est aussi, de manière croissante, critiqué au sein de la communauté des spécialistes du changement climatique.

Le fonctionnement du panel d'experts, placé sur la double tutelle du PNUE et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), est jugé trop lourd et lent par certains chercheurs, qui lui reprochent de ne pouvoir tenir compte des toutes dernières publications. Or celles-ci convergent généralement vers un noircissement du tableau, déjà sombre, dressé par le GIEC.

Des travaux très récents montrent ainsi que la capacité des océans à absorber le dioxyde de carbone (CO₂) se réduit, que la concentration atmosphérique de ce gaz à effet de serre augmente plus vite que prévu, que la banquise se réduit plus rapidement qu'escompté. Autant d'éléments importants que le " Résumé " qui doit être rendu le 17 novembre va, sciemment et nécessairement, ignorer.

Ringard ou rêveur ?

Denis Clerc, *Alternatives Economiques* - n°264 - Décembre 2007

http://www.alternatives-economiques.fr/ringard-ou-reveur- fr_art_642_34193.html

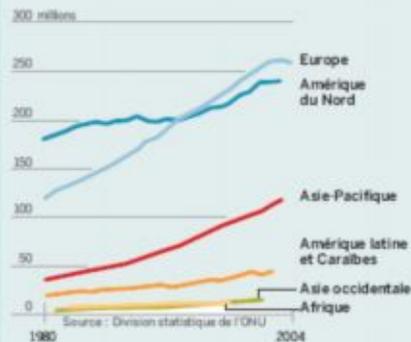
Le hasard du calendrier a fait que le rapport Géo 4 et le rapport final des experts du Giec viennent de sortir quasi simultanément. Pour empêcher que le lecteur moyen ne décroche tout de suite à la lecture de ces sigles quasi incompréhensibles, je précise que ces deux rapports traitent de l'avenir vraisemblable de la planète et que tous deux tirent très vigoureusement la sonnette d'alarme: on est en train d'aller dans le mur. Le travail du Groupe intergouvernemental d'experts pour le changement climatique (Giec) est connu. Le 17 novembre, ses membres en ont synthétisé l'essentiel dans un bref "résumé à l'intention des décideurs", afin de servir de trame de fond à la réunion de Bali, qui vient de s'ouvrir pour décider de "l'après-Kyoto" (puisque le protocole de Kyoto se termine en 2012). En bref: ça risque de chauffer très fort d'ici à 2100 (jusqu'à + 6,4 °C) si l'on ne réduit pas très vite les émissions de gaz à effet de serre.

Géo 4 est publié par le Programme des Nations unies pour l'environnement. Plus d'un millier d'experts ont travaillé sur quatre scénarios pour 2050, qui vont du "laisser-faire" (l'important, c'est la croissance, le reste viendra tout seul) à la "maîtrise écologique" (les acteurs et les Etats coopèrent pour trouver les solutions les plus acceptables), en passant par la priorité au "politique" (les Etats décident et imposent) ou à la "sécurité" (on réduit au maximum les risques à venir). Pour dire les choses brièvement et sans doute de façon quelque peu caricaturale, le premier scénario est celui de la commission Attali, le second celui du Grenelle de l'environnement, le troisième celui du Bhoutan (un pays où l'Etat veille au grain), le quatrième est celui du principe de précaution érigé en règle absolue.

Le Monde daté du 17 novembre publie une intéressante série de graphiques résumant les deux premiers scénarios. La comparaison est impressionnante. En gros, le scénario Attali ("la libération de la croissance" par la levée des freins à la libre entreprise) aboutit à une forte progression des émissions de carbone, de la consommation d'énergie et d'eau, tandis que la biodiversité est fortement réduite. Les inégalités mondiales diminuent légèrement, grâce à la forte croissance dans un nombre accru de pays du Sud. Le second scénario aboutit à une baisse des émissions de carbone, une progression modérée de la consommation d'énergie, une stabilisation de la consommation d'eau, une réduction nettement moindre de la biodiversité et, enfin, une réduction plus sensible des inégalités mondiales.

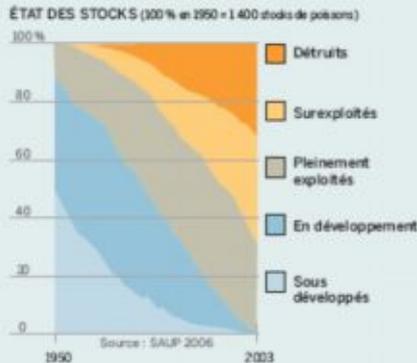
Etat des lieux : le monde est en crise écologique

Automobile : Le parc des pays développés source majeure de pollution



Les transports sont une cause majeure de dégâts environnementaux, que ce soit par les émissions de gaz à effet de serre, par la pollution atmosphérique qu'ils produisent ou par l'étalement urbain qu'ils induisent. Le parc asiatique augmente vite, mais l'Europe et l'Amérique du Nord restent chacune plus du double.

Poissons : Des stocks en baisse vertigineuse



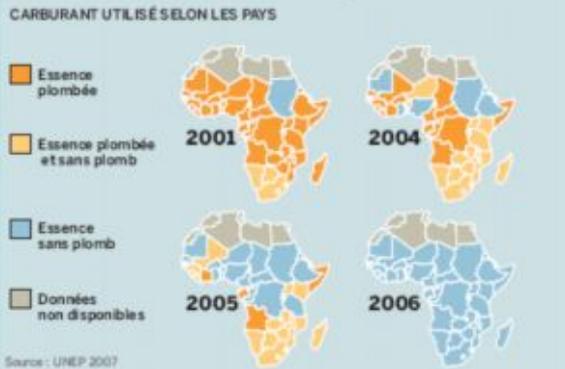
La grande crise de la biodiversité a commencé : le symptôme d'ores et déjà alarmant en est l'effondrement des stocks de poissons de mer en bonne santé au cours du XX^e siècle. La cause : l'expansion sans contrôle de flottes de pêche industrielle aux techniques toujours plus efficaces.

Démographie : La planète rétrécit



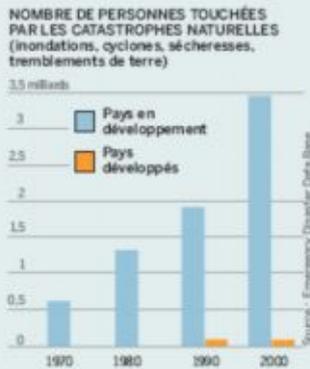
Un aspect essentiel de la croissance démographique est la réduction continue de l'espace disponible pour chaque personne, d'autant que l'agriculture reste le principal moyen d'existence de la moitié de la population mondiale. Mais la répartition des richesses planétaires n'est pas équitable : le revenu total de 1,2 milliard d'humains les plus riches est 15 fois supérieur à celui des 2,3 milliards des plus pauvres. La consommation matérielle, surtout dans les pays les plus riches, a crû plus vite que la population.

Essence : A son tour l'Afrique passe au sans-plomb



Il y a aussi des progrès en environnement : l'Afrique, à son tour, abandonne l'essence au plomb, source majeure de pollution atmosphérique. Les coûts d'adaptation des raffineries se sont révélés moins élevés que prévu. D'autres accords internationaux parviennent à des progrès comme le protocole de Montréal sur l'élimination des produits détruisant la couche d'ozone ou la convention de Stockholm (2000) qui bannit des produits chimiques très dangereux. Autre succès notable : la réduction des émissions de dioxyde de soufre en Occident, et leur stabilisation en Asie.

Désastres : Les pays pauvres davantage affectés



Les catastrophes naturelles frappent surtout les plus pauvres, d'autant plus qu'ils ont moins de moyens de s'en protéger. Généralement, les plus démunis subissent le plus les effets de la dégradation environnementale.

Infographies Le Monde d'après le rapport de l'UNEP « Geo 4 », 2007

L'un et l'autre de ces rapports, comme toutes les publications à finalité prospective ne manqueront pas de susciter des critiques et des commentaires acerbes. Ce sont les lois de l'exercice et on sait, depuis Mark Twain, que prévoir est difficile, surtout lorsqu'il s'agit de l'avenir. Reste qu'il ressort de tous ces travaux deux conclusions fortes, dont je suis convaincu depuis longtemps: il est possible de marier environnement et croissance, à condition d'être vigilant sur le contenu de celle-ci, et la réduction des inégalités est davantage le fruit d'une maîtrise de l'écologie (et de l'économie) que d'une croissance débridée. Etonnant? Pas du tout: quand les riches sont un peu moins riches, ils vivent aussi bien mais sans autant de tape-à-l'oeil, tandis que les pauvres vivent un peu mieux.

On me répondra que c'est un raisonnement simpliste (moins pour les uns n'implique pas plus pour les autres), malthusien (produire beaucoup vaut mieux que partager peu) et daté (jospinien, pour ne pas dire archaïque). Peut-être: à mon âge, on ne se refait pas. Mais j'ai tendance à penser que, dans nos sociétés globalement riches, l'enrichissement des mieux placés engendre plus de frustrations pour les autres que de bonheur chez les *happy few*. Tandis que, dans un monde aux ressources limitées, la question centrale est désormais celle du partage équitable aussi bien entre les citoyens du monde actuel qu'entre eux et leurs descendants. Vivre mieux sans consommer plus, voici, je crois, le défi que nous devons relever. Par exemple, en concevant un urbanisme moins étalé et mieux organisé (1) que celui engendré par le marché, des logements bien isolés et des services collectifs accessibles à tous. Pas de doute, je dois être ringard. Ou rêveur.

(1) Entre 1992 et 2003, les surfaces "artificialisées" (goudronnées, bétonnées ou bâties) ont progressé de 17% en France.